



Près de 8 français sur 10 se déclareraient favorables à un gouvernement d'union nationale. Je préfère utiliser le conditionnel car nous savons que les réponses sont souvent induites par la façon dont sont posées les questions.

Ceci dit, cela ne m'étonne guère. Surtout après 1 an de présidence Hollande. Je m'explique. Lorsqu'un gouvernement « de gauche » fait une politique sociale et économique libérale, avec exactement les mêmes piteux résultats que le précédent, nos concitoyens ne peuvent pas s'y retrouver. La chose est désormais présentée ainsi : soit on continue comme avant, parce qu'on ne peut pas vraiment faire autrement, soit c'est les extrêmes. Ça c'est du débat démocratique ! Résignation ou diabolisation...

Les Français sont de bonne foi. Ils voient que leur niveau de vie baisse, que l'état de la planète empire, que le chômage augmente et que les perspectives d'amélioration sont proches du néant. Ils cherchent des solutions eux aussi. Le départ de Sarkozy, un gouvernement

d'alternance... Mais non, rien ne change. Alors pourquoi pas un gouvernement d'union nationale ?

Mais une union nationale pour faire quoi ? C'est la seule vraie question, en fait. Peu importe qui occupent les postes, nous voyons bien qu'ils sont tous interchangeables. Pour faire quoi ? Prenons l'exemple de l'Italie. L'union nationale ne sert qu'à confirmer les partis qui étaient précédemment au gouvernement. Ils ont plongé leur pays dans la crise à coups d'austérité et écarté ceux qui proposent de réelles solutions alternatives. Cela devrait même conduire à amnistier Berlusconi, car il a réussi à placer ses proches au Gouvernement. Voilà. Les mêmes, les mêmes pratiques, les mêmes politiques...

L'union nationale servirait à quoi, en France ? Au lieu du coup de balai nécessaire, on réunirait les mêmes, pour faire finalement la même chose. Ils sont d'accord sur tout ! L'accord sur le travail qui précarise ? Les politiques d'austérité européennes ? L'euro fort ? La France à la remorque des Etats-Unis au sein de l'OTAN ?

Ce n'est pas d'une union nationale dont nous avons besoin. Bien au contraire, je pense que c'est de débats clivés, où les réels enjeux sont posés sur la table. Puis aux Français de trancher : libre-échangeisme ou protectionnisme ? Euro fort qui sert la rente ou une monnaie au service de l'emploi et du pouvoir d'achat des salariés ? Austérité ou relance ? Pouvoir et argent pour la capital ou redistribution des richesses ? Marchandisation ou services publics ? Droit du travail assoupli ou interdiction des licenciements boursiers ?

Pour pouvoir trancher réellement, il faut d'autres institutions. Une autre façon de faire avec d'autres représentants politiques. Il faut une VIème République. Réclamons-la le 5 mai, tous ensemble dans la rue à Paris !